HC1.412 d

Case
FRC
13570

DISCOURS

D'UN MEMBRE

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A SES CO-DÉPUTÉS.

1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY

AVIS DE L'AUTEUR.

Des circonſtances impérieuſes ont empêché l'Auteur de ce diſcours de le prononcer devant l'Aſſemblée; mais il a cru qu'il ſe devoit à lui-même de le rendre public.

DISCOURS

D'UN MEMBRE

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A SES CO-DÉPUTÉS.

MESSIEURS,

EST-CE pour le ſalut ou la ruine de la France que nous nous ſommes réunis ? Si c'eſt pour la ſauver, il faut convenir que tout nous reſte à faire, & que nous avons nous-mêmes rendu la tâche plus difficile. Si c'eſt pour la perdre, j'avouerai avec la même franchiſe que nous touchons à la conſommation de l'œuvre, & que jamais commiſſion ne fut plus complétement remplie. C'eſt vraiment un abîme ſans fond, que celui où nous avons jeté le Royaume ; c'eſt un cahos inexpliquable, que ſon état pré-

ſent, & je défie toute la ſageſſe & toute la prudence humaine de le ramener de long-tems au point où nous l'avons trouvé en ouvrant cette ſéance. Tout eſt fait, le mal ira de lui-même & très-rapidement ; nous pouvons nous retirer & aller recueillir auprès de nos commettans le doux fruit de nos travaux.

Quittons le ton ironique ; auſſi bien n'ai-je pris la parole que pour l'acquit de ma conſcience, en avouant mon crime & en déteſtant ſes ſuites. Puiſſe mon repentir me faire mériter ma grâce de la part de mes concitoyens, dont je dois craindre une punition exemplaire & inſtructive pour tous les Députés qui me ſuccéderont ! Je ne ſuis cependant coupable que de foibleſſe, de crainte, & peut-être auſſi de condeſcendance pour le Souverain. Je voyois ſes jours menacés, & j'avoue que j'ai mieux aimé céder à la néceſſité, que de l'expoſer à la brutalité d'une faction pour laquelle il n'y avoit rien de ſacré. J'abandonnai le privilége de mon ordre ; & malgré moi, depuis cette époque, j'ai concouru à tous les malheureux événemens qui l'ont ſuivie.

Comme le crime nous eſt commun, j'ai cru que vous pourriez partager mes remords,

& que vous me pardonneriez de ſuſpendre, pour quelques momens, la rapidité du mouvement qui nous entraîne, pour nous donner le loiſir de jeter un coup d'œil ſur le point d'où nous ſommes partis, ſur les monceaux de ruines qui marquent la route immenſe que nous avons parcourue, & les funeſtes ſuites que nous devons attendre de notre courſe déſaſtreuſe. Prenez patience, vous, MM. qui guidez notre marche, je ne ſerai pas long; d'ailleurs, vous êtes trop habiles pour ne pas regagner bientôt ce moment perdu. Je renferme tout ce que j'ai à dire ſous ces trois queſtions.

1°. Que devions-nous faire ? 2°. Qu'avons-nous fait ? 3°. Que devons-nous attendre ?

Vous accordez, MM., l'honneur de l'impreſſion aux diſcours qui vous intéreſſent, je le réclame pour celui-ci, non à cauſe de ſon éloquence, mais à cauſe de ſon utilité pour nos commettans. Il ne leur eſt parvenu juſqu'à ce jour que des rapports, ou infidelles, ou faits avec art, pour les induire en erreur; je garantis celui-ci vrai, ſincere & digne de toute confiance. C'eſt la conſcience la plus droite qui dirige ma

plume & le désir le plus pur du bien public qui me dictera les faits que je vais tracer.

1°. *Que devions-nous faire ?*

C'EST avant de se mettre en chemin qu'il faut se demander où l'on veut aller. Si nous nous sommes fait cette question en nous rassemblant, il y a quelques mois, il paroît que la réponse n'a pas été la même pour tous. Nous avions un but commun, une voie tracée. Les uns ont cru qu'ils n'avoient qu'à la suivre avec fermeté & persévérance, ç'a été le petit nombre ; les autres se sont donné un autre terme & ont cru pouvoir, à leur gré, prendre la route qui leur paroîtroit la plus sure pour arriver, ç'a été le grand nombre, & il a prévalu. Tout ce qu'exigeoit le bien de l'Etat, la réforme des abus, les établissemens utiles à faire, étoient prévus, désignés dans nos mandats & dans les cahiers de nos Bailliages. Eh ! comment auroit-on omis quelque moyen essentiel de régénérer l'Etat ? Le Roi s'en étoit occupé dans ce Conseil qui le détermina à rendre à la Nation l'exercice suspendu de tous ses antiques droits ; sa vigilance attentive avoit marqué ce qu'elle croyoit de plus propre à la félicité publique ; elle exhortoit les Bailliages à discuter, à approfondir, à

étendre les objets qui leur paroîtroient en avoir besoin, les assurant de la plus entiere correspondance de sa part à tous leurs projets utiles. Nos cahiers furent dressés en conséquence avec cette franche & noble loyauté qu'inspiroit le cœur généreux du Prince.

Le Prince & le Peuple ont rempli leur tâche; ils ont paru dignes l'un de l'autre; mais nous, MM., nous sommes-nous acquittés du devoir qui nous fut imposé ? Suivons-en les objets & raprochons la volonté de nos Commettans & nos dispositions.

La partie des Finances avoit nécessité l'Assemblée. Sa détresse exigeoit un prompt secours; mais combien les offres généreuses de la Noblesse & du Clergé facilitoient une répartition plus égale, qui devoit soulager le peuple & augmenter le trésor! Combien nous étoit-il facile de constituer en droit national ce qui ne paroissoit qu'une concession généreuse & arbitraire! Voilà le vœu de nos cahiers; celui de l'Assemblée a été d'abaisser, de ruiner, d'anéantir la Noblesse elle-mème & de dépouiller le Clergé. Il a fallu les rendre odieux au peuple, & pour cela, on les lui a montrés comme ennemis du bien commun, s'opposant à tous les pro-

jets qui pouvoient le favoriſer, & embarraſſant par leurs intrigues ſourdes la marche de l'Aſſemblée. Vous avez vu les incendies & les ravages qui ont été la ſuite de ces calomnies & qui vous ont effrayés vous-mêmes. Je vais plus loin : on a eu l'indiſidieuſe adreſſe de perſuader au peuple que les exécuteurs de ces tragédies ſanglantes étoient ſoudoyés par ceux qui étoient les victimes de leur ſcélérateſſe ; & la fureur du peuple en eſt devenue plus violente. Avancé-je rien qui ne vous ſoit connu.

L'examen des Finances entraîne celui de leur adminiſtration ; elle étoit très défectueuſe, & l'énorme *déficit*, malgré l'augmentation immenſe du revenu, ſembloit annnoncer une déprédation criminelle. Nous étions envoyés pour la conſtater, en empêcher de nouvelles à l'avenir & établir un ordre qui proportionnât l'étendue de l'impôt aux vrais beſoins, qui en diſtribuât la charge avec meſure & ſageſſe, & qui fit d'une perception plus ſimple une nouvelle ſource de richeſſe. Le Roi venoit au ſecours en offrant de joindre aux réformes déjà faites, celle que la Nation croiroit encore néceſſaire. Mais nous voulions rendre l'adminiſtration odieuſe & la pourſuivre comme

criminelle ; elle tenoit au Gouvernement, & l'on vouloit établir une forme nouvelle. Ceux qui n'ont pas connu le projet ont été surpris de voir l'Assemblée se refuser aux propositions du Ministre même qu'elle avoit réclamé comme le *palladium* de la France, contrarier ses opérations & les mutiler pour les rendre infructueuses. Il faut, une fois pour toutes, leur donner le secret. L'Assemblée ne s'est jamais départie du but de s'emparer de l'autorité souveraine & de se perpétuer dans sa conquête. Elle a redemandé les Ministres qu'on avoit éloignés, parce qu'en les ramenant, elle faisoit un acte de souveraineté ; elle a barré les projets du Ministre pour lui montrer ce qu'elle pouvoit à son égard. Les affaires publiques en souffroient ; mais est-il de sacrifice trop cher pour l'idole qu'on adore !

Les vœux de nos Commettans se bornoient à des moyens sages, exempts de violence, à l'abri des secousses brusques qui amenent toujours la confusion & le désordre. Il nous falloit chercher avec prudence les soulagemens qu'on pouvoit accorder sur le champ au peuple, désigner avec ordre ceux qu'il pouvoit espérer pour l'avenir ; le placer ainsi au levé de l'aurore, & lui montrer de

loin le jour brillant qui lui étoit assuré, s'il secondoit les vues de ses Mandataires. La lumiere se fût accrue avec la jouissance & la juste confiance des Provinces, les eût préparées aux sacrifices de quelques intérêts particuliers pour en augmenter le bien de tous. Mais c'étoit la confusion & le désordre dont nos chefs avoient besoin; ils ne pouvoient les obtenir qu'en ouvrant la porte à la licence. C'est le motif de nos décrets précipités dans cette nuit fameuse du 4 Août, de la joie que l'on fit éclater dans l'Assemblée, & dont les cris se sont répétés par nos ordres dans tout le Royaume. Mais vous savez aussi de combien de maux ils furent le signal.

L'abus de l'autorité avoit gêné la liberté civile, & l'influence des richesses ou le crédit des rangs & des dignités ne laissoit souvent de force a la loi que contre les prévarications du pauvre. Le mal d'un pouvoir arbitraire étoit reconnu, & nos cahiers en indiquoient le remede. Mais une réforme, faite avec modération, & d'un commun accord, ne convenoit pas à nos chefs; le peuple n'auroit pas cru qu'il ne lui pouvoit venir du bien que par notre influence; nous lui avons aidé à conquérir la liberté pour

en augmenter le prix à ſes yeux ; nos plaintes portées au trône ont enchaîné la force des troupes qu'on avoit cru néceſſaires pour le ſalut de Paris, & cependant les Pariſiens travailloient à les corrompre.

Les brigants déſoloient cette vaſte cité ; à quels excès ne ſe porterent-ils pas ? Nous avons applaudi aux attentats de leurs chefs, & nous les avons honorés comme des héros. Eh quels chefs ! . . . Nous avons loué la fureur qui verſoit le ſang pour célébrer le triomphe de la licence, & les aſſaſſins ont trouvé des approbateurs parmi nous.

La correction du Code judiciaire, les imperfections & les abus des formes, l'étendue des reſſorts de judicature & les bornes du travail des Magiſtrats devoient faire l'objet de nos délibérations. Mais un ſoin plus important attiroit notre attention. Les Magiſtrats jouiſſoient de la faveur publique, & l'uſage qu'ils en avoient fait pluſieurs fois pour réſiſter au Gouvernement, rendoit cette arme dangereuſe dans leurs mains ; leur enlever la confiance publique pour nous en revêtir, les rendre mépriſables pour élever notre crédit ſur leurs ruines, voilà à quoi nous avons travaillé avec un ſuccès incroyable, puiſque nous ſommes devenus

les organes de toute juſtice, comme la ſource de tout pouvoir. Il eſt vrai que la ceſſation de leur exercice a introduit le déſordre civil ; mais qu'importe ? La Magiſtrature étoit anéantie, & c'eſt ce que nous prétendions.

C'eſt ainſi que nos cahiers alloient toujours au bien public par les voies les plus ſages & les plus modérées, fuſſent-elles lentes ; mais nous avons tendu vers nos intérêts perſonnels avec une violence qu'aucune conſidération ne pouvoit ſuſpendre. Témoin ces propoſitions hardies à l'égard des biens eccléſiaſtiques, ces projets d'envahir cette propriété, les ruſes & les intrigues où nous nous ſommes abaiſſés pour ſurprendre, intimider les membres de cet ordre, & les amener de force à nous offrir eux-mêmes la ceſſion de leur patrimoine. Témoin ces longs & ennuyeux débats pour une conſtitution qu'on ne nous demandoit point. Il nous falloit des réglemens utiles, invariables pour la ſtabilité & l'ordre de nos aſſemblées, des bornes déterminées pour éviter la confuſion des pouvoirs & l'uſurpation des droits, reconnoître les droits du trône, corriger les abus qui s'étoient gliſſés dans l'exercice de l'autorité, accepter la

liberté qui nous étoit rendue, & en fonder la durée. Mais que nos projets étoient bien différens ! Que nous étions loin de cette soumission légitime qui allie le respect envers le Monarque avec le maintien d'un Etat politique déjà fondé ! Il nous falloit un autre ordre de choses, une domination d'une espece toute nouvelle ; pour le dire, en un mot, nous ne tendions à rien moins qu'à dépouiller le Monarque de son autorité pour en revêtir l'Assemblée, à le réduire à la qualité de premier citoyen de l'Etat, de chef de la Magistrature, pour nous arroger le droit de faire les loix, d'assigner les rangs & de citer à notre tribunal suprême la Nation asservie à notre puissance. Ce que nous désirions, nous l'avons exécuté.

On aura peine à le croire, quand on lira le résultat de nos délibérations, & la sagesse humaine chercheroit vainement dans ses ressources les moyens d'opérer une pareille révolution. Aussi, n'est-ce pas elle qui a présidé à nos conseils & qui en a dirigé les opérations. Il n'y avoit que la violence, que l'insurrection générale, que les proscriptions les plus sanguinaires, qui pussent nous mener au terme de nos projets. Il a fallu tenir le glaive suspendu sur la tête

même du monarque, confondre notre cauſe avec la cauſe publique, & perſuader à toute la nation qu'elle n'avoit de moyen de liberté que dans notre zele & dans nos décrets. Il a fallu exciter cette inſurrection qui arme toutes les municipalités & force au ſilence & à la ſoumiſſion tout ennemi de nos deſſeins ambitieux. Telle a été, Meſſieurs, l'adreſſe de nos chefs, avant d'oſer manifeſter la grande *mutation* qu'ils entreprenoient. Mais auſſi, comme ils l'ont hardiment propoſée lorſque toute réſiſtance a paru vaine! L'un a voulu que le Roi ne connût les loix que pour veiller à leur exécution: nous devions les lui dicter. L'autre a propoſé un Sénat qui devînt le principe d'un nouvel ordre ſubſtitué à l'antique Nobleſſe qu'on éloignoit du trône. Celui-ci a prétendu que l'Aſſemblée devoit être permanente, & que les Membres ne devoient être remplacés que par portion; celui-là vouloit rendre les places de Sénateurs héréditaires, ou au moins immuables pendant la vie du titulaire.

On s'imagine bien que les titres, les honneurs, les priviléges de ce nouvel ordre auroient paru légitimes dans cette circonſtance, quoique nous les euſſions abolis &

jugés inconſtitutionnels chez la nobleſſe qui nous avoit précédés. Encore une fois, la poſtérité aura peine à croire que ces projets aient pu germer dans nos eſprits, que la France ait pu voir des députés s'éloigner ainſi de leur devoir, & que cette nation généreuſe ait permis un tel aviliſſement du trône & d'elle-même.

Qu'il y a donc loin de ce que nous devions faire à ce que nous projetions ! Que nos mandataires, qui voyoient le bien & la proſpérité du royaume dans l'exécution de leurs demandes, ſe ſont trompés en croyant nous y attacher par nos ſermens ! Ils ne connoiſſoient pas nos reſſources, & la ſubtilité des nouveaux principes de conſcience. Il ne nous a fallu que quelques heures pour déclarer & faire croire qu'aucun ſerment ne pouvoit nous aſſervir à notre parole, qu'on n'avoit pas pu l'exiger, & que nous avions pu le faire dans le deſſein de nous moquer de la crédulité de ceux qui l'exigeoient. S'il s'eſt trouvé dans l'aſſemblée des membres ſcrupuleux ou puſillanimes, la crainte, le ridicule, la proſcription, les ont bientôt forcés au ſilence ou à la fuite. Eh, qui auroit pu réſiſter à cet aſcendant qui a forcé le monarque à s'aban-

donner à notre discrétion, & à sanctionner, dans Paris même, le désordre que nous avions secrétement excité ? Dans trois jours le prince s'est vu détrôné, & nous sommes devenus les arbitres de la souveraineté ; nos émissaires, devant lesquels marchoit la terreur & les alarmes, ont armé le royaume ; la noblesse a vu ses châteaux incendiés, & a tremblé pour sa vie : le peuple entier s'est fait gloire de recevoir nos ordres & d'en être le ministre. Nous avons vu tous les glaives levés, les yeux fixés sur nous pour attendre le signal, & exécuter froidement les vengeances les moins dues. Notre volonté rend tout légitime. Voilà ce que nous projetions ; voyons comment nous l'avons exécuté.

2.° *Qu'avons-nous fait ?*

Si je ne voulois parler que de l'exécution de nos projets, j'aurois tout dit en exposant le contraste de notre volonté avec celle de nos commettans. Tout s'est exécuté au gré de nos désirs ; mais quelque bouleversement que nous ayons causé, le plus funeste est celui dont on s'occupe le moins. C'est sans doute un grand mal politique que d'avoir avili le trône, rendu méprisable la volonté, la personne même du Souverain, calomnié

ses

ſes intentions ; enfin, de l'avoir forcé à laiſſer impunis les outrages les plus ſenſibles.

C'eſt un grand mal que d'avoir débauché l'armée, révolté tous les citoyens, anéanti tous les pouvoirs, de nous être déclarés les fauteurs de tous ces déſordres, en recevant l'appel des accuſés à notre tribunal, en ſuſpendant l'action de toutes les juſtices, en réduiſant enfin tout-à-coup la France à être en même temps ſans loi, ſans gouvernement, ſans crédit & ſans conſidération.

Quoique vous en aviez été effrayés vous-mêmes, & que les ames intrépides de nos chefs aient tremblé à l'aſpect de tous leurs ſuccès réunis dans un ſeul tableau ; néanmoins, Meſſieurs, ce ne ſont encore là que des ſecouſſes dont un Etat peut ſe relever, lorſqu'on n'a pas perverti l'eſprit de la Nation & qu'on a laiſſé dans les cœurs un germe de ce feu ſacré qui l'avoit animée & qui peut ſeul la régénérer. Or, voilà le plus grand des maux qui ſe ſoient faits ; c'eſt le coup le plus mortel pour un Etat politique, & nous l'avons porté à la France. L'eſprit national eſt anéanti ; nous avons commis cet attentat, non par un de ces accidens malheureux, où l'on eſt quelquefois pouſſé par un concours imprévu de circonſtances ;

mais nous l'avons voulu, & nous en avons froidement combiné les moyens. Ma main tremble & ſe refuſe à dévoiler ce plan de déſolation concerté dans la profondeur d'une malice diabolique, ſuivi & exécuté par les voies les plus baſſes & les plus violentes.

Qui l'a formé ce plan ? Le premier moteur en eſt caché dans les ténebres du myſtere ; mais nous en connoiſſons beaucoup d'agents ; & s'il eſt vrai, comme on le débite, que les perturbateurs arrêtés dans pluſieurs villes, jettent quelques rayons de lumiere dans ce cahos de ſcélérateſſe, nous pourrions remonter au monſtre qui l'a enfanté. Ah ! du moins, que les ennemis de tout bien ne ſoient pas aſſez puiſſans pour intercepter cette foible lueur ! Puiſſe ce ſouhait me faire pardonner tous mes torts !

Nous ne ſommes pas & nous ne ſerons plus ces François dont le commerce faiſoit les délices des peuples qui nous recherchoient, dont les mœurs douces & faciles ne prenoient que des teintes légeres des objets ſur leſquels l'eſprit ſe repoſoit, dont l'amour naturel du Prince & le déſir de lui plaire avoit formé le caractere & décidé l'opinion ſur la gloire ; dont les principes tranſmis avec le ſang formoient cette tradi-

tion de point d'honneur & d'eſtime de ſoi-même, qui faiſoit l'ame de notre vie & répondoit de la loyauté & de la franchiſe de tous nos procédés. La Philoſophie avoit déjà travaillé notre caractere ; l'admiration inconſidérée pour un peuple rival avoit converti ſes excès & vices en vertus & excité une funeſte émulation parmi nous, lorſque notre mauvais deſtin a mis dans des cœurs ambitieux le projet de changer notre gouvernement.

La mauvaiſe adminiſtration a favoriſé l'eſprit de nouveauté ; l'intérêt du peuple en a été le prétexte, & le Palais-Royal a été le centre de la coalition.

Opprobre de mon ſiecle ! au milieu de Paris, ſous les yeux d'un Prince du Sang, dans l'enceinte de ſon Palais, dans des jardins faits pour être le marché du luxe, & le rendez-vous de toutes les voluptés, ſe ſont d'abord réunis un eſſain d'hommes oiſifs, frondeurs par jalouſie, de libertins parvenus à la caducité par la débauche, une ſecte d'agioteurs par profeſſion, & ennemis de toute proſpérité publique ; une vermine de capitaliſtes déſœuvrés, frondeurs par beſoin, tous prétendus eſprits-forts, n'ayant d'énergie que pour calomnier la vertu &

blaſphémer la Divinité ; tous ennemis de toute autorité, cenſeurs abſurdes de toute opération politique & déterminés à la blâmer avant de la connoître. Un tribunal s'eſt élevé dans cette ſociété ſi bizarrement réunie, & les propos s'y ſont changés en maximes, les murmures ſéditieux y ont acquis de la conſiſtance & de la force ; ſortant de cette enceinte, ils ont dirigé l'opinion publique, & bientôt après, nous les avons vus ſe répandre dans le Royaume & devenir l'eſprit public. Il s'eſt formé des Orateurs, l'influence s'eſt établie, & les principes de la Nation alloient ainſi s'altérant, juſqu'à ce moment, où de ce foyer impur eſt ſorti un feu ſéditieux qui a deſſéché dans le cœur françois le germe de tout bien.

L'audace de ce tribunal s'eſt accrue avec ſa force ; il a formé des projets, il a fait des motions, il a prononcé des arrêts, il a eu des émiſſaires & une correſpondance dans les Provinces ; & tel a été le malheureux ſort de la Nation que cette ſemence d'inſurrection a trouvé par-tout une terre préparée à la faire fructifier.

Je n'avance rien ici que ne prouvent ces écrits divers ſur le gouvernement, ſur les

malheurs de l'ariſtocratie, ſur les droits de l'homme & les entraves injuſtes dont les embarraſſoit l'eſclavage politique; les abus des adminiſtrations favoriſoient les murmurateurs & accréditoient leurs plaintes; la raiſon ſage & modérée en déſiroit la réforme; mais la ſédition fougueuſe ſouffloit le renverſement & la ruine totale.

C'eſt dans ce moment que notre Monarque invitoit la Nation à reprendre ſon antique droit long-tems ſuſpendu, preſque oublié, & dont les profuſions de nos adminiſtrateurs ont provoqué le retour. Alors s'eſt formée cette coalition puiſſante qui a porté à l'honneur de la députation ſes membres les plus diſtingués, & avec eux tous les préjugés contre le gouvernement, toutes les prétentions républicaines, toute l'audace qui peut les faire prévaloir. Les intrigues & les cabales ont redoublé pour exciter le murmure des peuples, pouſſer à bout leur patience, les faire rougir de leur ſoumiſſion & leur vanter le jour dont ils voyoient l'aurore, & qu'il dépendoit d'eux de ſe procurer & de perpétuer.

Aux écrits multipliés, aux entretiens ſecrets & publics s'eſt joint l'appât de l'argent; on l'a répandu avec profuſion, & les bouches

vénales du peuple ont été les échos des plaintes auprès de leurs égaux. Ceux-ci, crédules & souffrans, ont ouvert leur ame à l'espoir de la liberté & du bonheur, & se sont livrés à leurs guides, sans examiner la voie où ils entroient, & avec toute l'ardeur qu'inspire la confiance. Le gouvernement a paru s'endormir & se reposer avec trop de sécurité sur la pureté de ses vues, ou s'embarrasser lui-même par l'incertitude de ses conseils & le sentiment de son impuissance contre un mal déjà si violent. Sa foiblesse n'a point échappé à l'œil vigilant de nos chefs; ils en ont profité, & nous avons agi avec vigueur dans notre Assemblée contre ses partisans, tandis que le Palais-Royal tonnoit de son côté & faisoit craindre les derniers excès d'une fureur provoquée par la résistance. Le concert de nos délibérations & de ses mouvemens, de nos ménagemens affectés pour lui & de ses menaces, nous mettoient à même de réussir en tout, & dès-lors, nous avons tout osé, & le souffle de l'insurrection, soutenue, alimentée par nos lettres, par les écrits publics, par l'abondance de l'argent qu'on répandoit à pleines mains, a achevé la ruine du caractere françois.

Vous le savez, messieurs, le brigandage a marché tête levée, il a confondu tous les états, toutes les conditions, tous les sexes. L'homme titré, le noble, le soldat, l'artisan, le bourgeois, le manouvrier, le brigand reconnu, le criminel retiré du cachot, la femme débauchée, les filles publiques, tout s'est réuni à ce noyau de corruption & de peste politique qui s'étoit formé au Palais-Royal; & c'est de là, qu'après les orgies les plus honteuses, après les conseils les plus destructeurs, au milieu des cris de la fureur, que cette troupe effrénée s'est répandue par milliers dans Paris, & l'a rempli de tumulte & de confusion. Le bourgeois, autrefois paisible & tranquille, a partagé la frénésie de ces bandits, il a applaudi à ses attentats, & en a grossi la liste; les troupes ont méconnu leurs chefs; vendues & perdues de vin & de débauche, elles se sont unies à ces bandes meurtrieres, & ont enhardi leur humeur sanguinaire. Les mouvemens de Paris ont servi de signal à tout le royaume, & par-tout se sont répétées ces scenes d'horreur & de carnage. Les matieres pour l'incendie étoient prêtes, il ne falloit qu'une étincelle pour l'allumer; notre souffle est venu l'entretenir par nos

calomnies, & le mal eſt devenu ſans remede, parce que le changement de caractere en avoit tari tous les moyens.

Je ne vous trompe pas, Meſſieurs, en vous attribuant ce déluge de maux qui nous a ſubmergés. Les exécuteurs de ces calamités vous en ont fait hommage, & vous avez député vers eux pour le recevoir, & pour commander le repos après ces premiers accès. Mais loin de faire poſer les armes, vous avez voulu que le glaive reſtat toujours levé, & que les foudres de guerre ne ceſſaſſent d'être braqués contre le trône, comme pour avertir, & celui qui y étoit aſſis, & ceux qui l'environnoient, que la défiance ſur leurs diſpoſitions n'avoit pas ceſſé, qu'on les croyoit tranquilles, parce qu'ils n'étoient pas les plus forts, & qu'en approuvant, j'ai preſque dit en commandant toutes ces ſcenes ſanguinaires, vous exécutiez ce qu'ils auroient fait à votre place. C'eſt ainſi que le foible ſe plaint de l'oppreſſion juſqu'à ce qu'il puiſſe devenir oppreſſeur à ſon tour.

A qui faut-il attribuer le crime, demande Cicéron ? à celui qui en fait ſon profit. C'eſt donc l'aſſemblée que nous devons rendre reſponſable de tous nos maux. Si le trône eſt déchu de ſa ſplendeur, c'eſt qu'elle en

a usurpé l'autorité ; si le peuple ne reconnoît plus de loix, c'est que l'assemblée les a abolies ; si le trouble & le désordre regnent dans les provinces, c'est que l'assemblée a anéanti tous les pouvoirs & enlevé la confiance qu'on devoit aux magistrats ; si le trésor public est épuisé, & si les créanciers de l'état ont à craindre une banqueroute, c'est que l'assemblée a tari, par ses arrêtés, les sources qui alimentoient la caisse nationale ; si l'on pille, si l'on égorge, si l'on brûle les hommes & les propriétés, c'est l'assemblée qui a inspiré aux peuples la haine & la proscription du noble & du prêtre. C'est l'assemblée qui profite de la suppression des dîmes ; c'est l'assemblée qui doit profiter du vol fait au clergé de ses propriétés ; c'est l'assemblée qu'il faut donc accuser de tous nos maux, & non ceux qui en sont les tristes victimes.

Je sais que, par l'adresse la plus insidieuse, on a tourné contre le gouvernement les précautions qu'il prenoit pour le maintien du bon ordre. L'insuffisance de la garde de Paris, trop reconnue par les scenes des années précédentes, le crédit croissant du Palais-Royal, exigeoient un secours proportionné au danger. Les troupes rassemblées devoient le donner ; elles gênoient

les projets de nos chefs ; ils ont crié contre le deſpotiſme ; ils ſe ſont fait un fantôme de proſcription ; ils l'ont réaliſé dans leurs écrits, & les provinces ont répondu à ces alarmes par de nouveaux accès de fureur ; ainſi le zele pour notre ſalut a paſſé pour un piége & un moyen de nous perdre, ſur quelles preuves ? Je défie qu'on en donne une fondée ; mais on ſavoit bien que la calomnie, avancée par nous, ſeroit reçue ſans examen.

Le manque de la premiere denrée & le défaut de travail méritoient les ſoins paternels du Prince ; il a ouvert des ateliers, où des milliers d'hommes trouvoient les moyens d'une ſubſiſtance facile par un travail modéré. On a vu le nombre des ouvriers s'accroître juſques à alarmer & non à laſſer la main ſecourable ; on a vu ces hommes, ſoudoyés utilement pendant le jour, aller le ſoir au Palais-Royal y recevoir le ſalaire de la nuit pour le tumulte & le déſordre qu'ils ſe chargeoient d'entretenir ; cependant, c'eſt le gouvernement qu'on inculpe. Ses ſoins charitables ſont regardés comme le fruit d'un deſſein pervers ; c'eſt la ruine de Paris qu'on préparoit ; c'eſt un camp & des batteries qu'on vouloit aſſeoir pour foudroyer cette capitale. A quel propos auroit-on

voulu faire le mal ? Quoi ! ces prétendus ariſtocrates auroient voulu détruire leurs maiſons, affamer leurs femmes & leurs enfants, expoſer leurs richeſſes au feu & au pillage ! Quelqu'invraiſemblable que paroiſſe ce projet, on l'a prêté au gouvernement; nous l'avons accrédité, & la nation l'a cru ſur notre parole. La calomnie tournoit à notre avantage; cela nous a ſuffi pour l'adopter. La crainte, un moment d'erreur ont pu entraîner le Conſeil du Roi au renvoi d'un Miniſtre utile, ſur-tout dans les circonſtances; avec quelle promptitude on s'eſt hâté de réparer la démarche imprudente ! de quelle abondance de gloire & de faveur on acouvert un moment de diſgrace ! N'importe, nous n'en avons pas moins ceſſé de crier à la tyrannie, à l'opreſſion. Envain le Monarque dont les paroles ne pouvoient nous perſuader, s'eſt-il mis à notre diſcrétion par un abandon auquel nous n'avons pu refuſer l'enthouſiaſme de l'admiration; ſa généroſité n'a pu nous empêcher de témoigner de la défiance & d'alarmer les Provinces; Paris n'a ceſſé de ſe tenir ſous les armes, & la France entiere n'a plus été qu'une ville de guerre qui devoit craindre à tous momens les ſurpriſes d'un ennemi redoutable.

Nous voilà donc devenus méfians, féroces, ſanguinaires; voilà le caractere françois anéanti. La religion n'a plus de pouvoir ſur ſes miniſtres, & nous les entendons, dans la chaire de vérité, préconiſer comme martyrs les fauteurs de la licence, bénir le ciel de tous les crimes qui ſe commettent, & aſſurer, comme un fait inconteſtable, que tant de maux ſont le fruit de la cruauté des prétendus ariſtocrates. Non, la ligue n'eut pas des fureurs comparables aux nôtres; les ligueurs, cependant, étoient ignorans & fanatiques, & nous nous prétendons éclairés & humains.

3°. *Que devons-nous attendre ?*

Que peuvent produire l'orage terrible qu'accompagnent la grêle & le feu du ciel ; la guerre & les batailles d'un conquérant féroce, devant lequel marchent la terreur & la mort; les funeſtes effets de la peſte & de la famine, lorſqu'elles étendent leurs ravages dans quelque contrée ? c'eſt ſous ces images qu'il nous faut conſidérer les ſuites de nos projets ſur la France. Ce qui ſe paſſe dès l'ouverture de la ſcene, nous en préſage le dénouement. Les relations que vous recevez chaque jour, & qui vous font trembler, ne ſont encore que des eſſais,

& le prélude de la tragédie ſanglante que nous préparons.

Ne prenez pas ceci, Meſſieurs, comme l'effet d'un eſprit timide & alarmé; je ne ſuis, malheureuſement, que trop fondé en raiſon, & vos propos me le perſuadent, lorſque je vous entends, en particulier, diſcourir ſur l'état préſent des choſes.

D'abord, la lenteur de nos délibérations a détendu tous les reſſorts qui faiſoient encore avancer la machine du gouvernement. Le peuple a eu le tems de s'apercevoir qu'il étoit ſans loi, qu'il étoit le ſeul qui concentrât toute la force, & qu'il pouvoit ſe perpétuer dans l'indépendance. Il ſera difficile de le remettre ſous l'obéiſſance.

Nous avons tant répété, & ſi utilement pour la révolte, que la nation gémiſſoit ſous l'énorme fardeau des impôts, & ſous le reſte des entraves féodales, que le François ſe croit affranchi dès ce moment; cependant les dépenſes que nous occaſionnons rendent la dette exceſſive; nous la prenons pour le compte du peuple, & nous prétendons le ſoulager. De quel œil verra-t-il notre zele pour les capitaliſtes, le ſalaire dont nous payons les ſervices de ces ſangſues de la nation, & notre attention à dégager leur bien du tribut que nous impoſons à tous les

autres ? Nous étions assemblés pour le bien du peuple, & nous le rendons plus misérable ; nous dépouillons le riche, & c'est nous qui nous parons de sa dépouille ; nous détruisons la propriété du clergé ; & le pauvre y perd la petite portion qui lui en revenoit ; c'est nous qu'enrichit la suppression des dîmes. Pouvons-nous espérer que le peuple ne se désabusera jamais !

Le peuple est armé ; chaque Municipalité a sa garde, chaque bourg, chaque hameau se croit en droit d'avoir une Milice : nous l'avons provoquée ; & les terreurs paniques que nos partisans ont eu soin de répandre, & qu'ils entretiennent pour nourrir la haine de la prétendue aristocratie ; ces terreurs, dis-je, rendent les Milices nécessaires : mais pensons nous qu'elles deviennent la ruine du Royaume ? Quelle dépense pour le bourgeois de Paris déjà appauvri ! Quel abandon de toutes les professions occasionne la servitude de la garde ! Quel esprit d'indépendance inspire au peuple cet appareil militaire ! Il le rend murmurateur, séditieux, prompt à se soulever & à se faire justice. Aussi le Parisien est-il méconnoissable : son humeur farouche & le peu du sureté de la ville en éloigne l'étranger, & fait déserter le citoyen aisé. Les ateliers sont abandonnés ;

les dépenſes de luxe ſont ſuſpendues, & bientôt la famine fera ſentir à ce peuple, que nous avons ſi cruellement trompé, que ce jour tant célébré; ce jour d'où il commence à compter ſa liberté; ce jour où il força ſon Roi à ſe revêtir de ſa livrée, étoit le grand jour de ſon deuil, & la ſource de la miſere où il s'eſt plongé peut-être pour jamais. Je ne prétends pas faire le prophête : car la Municipalité de Paris eſt déjà convaincue de cette triſte vérité, & gémit de l'embarras que lui donnent les prétendus libérateurs de la ville, les héros de la Baſtilie, les brigands qu'elle voudroit chaſſer de ſon ſein, les déſerteurs qui y abordent de toutes les parties du Royaume, les priſonniers qu'on a ſouſtraits au glaive de la Juſtice, les ſcélérats étrangers, qui ont couru vers Paris, comme les vautours s'aſſemblent auprès du cadavre infect; le Palais royal, enfin, qui croit pouvoir ſe dire l'égal de l'Hôtel-de-Ville; tout leur prouve combien il eſt aiſé d'émouvoir la populace, mais qu'il eſt difficile de la conduire & de donner un terme à ſa fureur.

Les proviſions n'arrivent plus à propos, & Paris manque ſouvent de pain, malgré la récolte abondante. C'eſt une ſuite naturelle de nos ordres pour établir des gardes bourgeoiſes dans toutes les Villes. Nous avons

par-là inſpiré à la France une méfiance générale : chaque province, chaque ville s'iſole. On fait tant de viſites incommodes dans les voitures, on exige tant de paſſe-ports, on a mis tant d'obſtacles pour la circulation, qu'elle eſt néceſſairement interrompue. On ne va plus, on ne commerce plus que par néceſſité : auſſi n'eſt-il pas rare de trouver dans le Royaume une ville dans l'abondance, & ſa voiſine expoſée à toutes les horreurs de la diſette. Que dis-je ? D'un hameau à l'autre, on intercepte les denrées, & nous ſemblons revenus à cet état où la force faiſoit le droit & la juſtice.

Le lien ſocial des provinces entr'elles eſt rompu : nous l'avons voulu ainſi, en prétendant les aſſujettir toutes au même droit, & enlever par nos déciſions les priviléges & les exemptions à celles qui les regardoient comme une propriété. Bientôt vous les verrez ſe ſouſtraire à l'autorité commune, & nous retracer l'image de ces anciens Royaumes que virent nos premiers peres. Nous leur préparons un Code : & de quel droit diſpoſons-nous de leurs propriétés ? Où eſt la force pour les réduire, ſi elles ſe moquent de nos loix prétendues ? Combien en eſt il qui reconnoiſſent leur Roi pour leur Souverain, & nullement les Etats pour

leurs Législateurs ? Cependant c'eſt notre Aſſemblée que nous déclarons ſouveraine, & nous accordons, par grâce, au Roi de dire ſon avis ſur nos loix, nous réſervant même le droit de paſſer outre, ſi nous le jugeons à propos. Croyez-vous que ce renverſement plaiſe à la Navarre ; que les provinces conquiſes aiment à ſe donner à vous, plutôt que d'obéir à leur Prince légitime ; que nos provinces maritimes, profitant de votre exemple dans la maniere d'ordonner les droits de la Couronne, ne veuillent pas auſſi examiner & rejeter les vôtres, ou les reſtreindre à leur gré ?

Vous avez décidé que vous pouviez, malgré l'aveu de vos Commettans, faire une conſtitution à votre fantaiſie : mais ont-ils ſouſcrit à votre uſurpation, & votre déciſion ſera-t-elle plus ſacrée pour eux, que leur volonté ne l'a été pour vous ? Voyez quel déſordre vous avez préparé.

Vous vous êtes hâtés dans vos délibérations nocturnes, de céder une foule de droits qui ne vous appartenoient pas. Rien de plus riſible que cette offrande précipitée, ſi les ſuites n'en étoient pas auſſi fâcheuſes. Mais encore un peu de temps : votre déciſion a plu au peuple, qui n'en a pris que la partie qui le favoriſoit : exigez qu'il rempliſſe

l'autre, & ſa réſiſtance vous apprendra la folie de vos décrets téméraires. Je ſerois infini, Meſſieurs, ſi je voulois parcourir tous les maux que nous avons préparés, & que vous entrevoyez ainſi que moi. Cette eſquiſſe que je vous en offre, doit vous ſuffire pour vous prouver combien il eſt dangereux d'innover, ſur-tout en matiere de politique. Vous n'atteindrez ſurement pas le but de votre ambition, & vous aurez ruiné l'Etat. Il eſt aiſé de détruire, mais non d'édifier.

Nos maux ſont-ils donc ſans reſſource ? Je ne ſais ; mais s'il en eſt quelqu'une, elle ne ſauroit venir du principe que nous avons adopté. De long-temps le peuple, accoutumé aux loix émanées du trône, ne s'accoutumera à reſpecter comme tels les ordres de vos Préſidens. A nous entendre, tout le Royaume ſe félicité de nos travaux, & on nous lit avec emphaſe la liſte des félicitations : mais ces lettres, mendiées de la part de quelques correſpondans, n'empêchent pas l'inſurrection au mépris de vos ordres. Quelle eſt donc cette prétendue déférence ſi reſpectueuſe & ſi ſoumiſe ?

Croyez-vous qu'on ſe méprenne à ces pitoyables ruſes, cachées ſous les offres que viennent faire quelques particuliers, comme

pour piquer les riches d'émulation ? Une marchande offre des diamans, & vous croyez que les Dames vont auſſitôt ſe dépouiller de tous leurs bijoux ? Et pourquoi ? Pour empêcher vos capitaliſtes de perdre un revenu uſuraire On nous demande une contribution volontaire ſur tous nos biens : & qu'importe à celui qui ne vit que de ſon travail & du fruit de ſa terre, que vous ayez jugé à propos d'engager votre honneur pour une dette qui lui eſt étrangere ? Eſt-ce parce que vous avez fait incendier ſes châteaux, brûler ſes titres & mis ſa tête à prix, que le noble vous doit encore le ſacrifice d'une partie de ſa fortune ? Non, Meſſieurs, nous avons pu faire le mal; mais nous ne ſommes pas propres à le réparer.

C'eſt le roi, c'eſt la nation elle même, plus ſage & plus aviſée, qui peut, avec ſon prince, s'occuper de ſes maux & rétablir l'ordre. Déclarons hautement notre erreur, abjurons-en les effets, & conjurons le Prince de former au plutôt des aſſemblées provinciales, auxquelles il envoie cette déclaration, qui contenoit le vœu de nos cahiers, & qui, acceptée dans le royaume, rendoit nos travaux inutiles; je ſerois garant du ſuccès. Nos compatriotes, reconnoiſſans & ſenſibles, béniroient la main ſecourable

qui leur ſeroit tendue, & rentreroient dans cette ſoumiſſion qui maintient l'ordre. Bientôt les gardes bourgeoiſes ne ſeroient plus qu'un ornement pour les jours d'une joie univerſelle; le bruit, ſi alarmant, de tambour & d'armes, qui retentit ſans ceſſe à nos oreilles, feroit place à celui des ateliers de l'induſtrie. Les communications ouvertes, rétabliroient la circulation; la tranquillité de Paris lui rameneroit ſes exilés & l'étranger opulent; &, s'il n'eſt pas encore trop tard, les anciennes habitudes, & par conſéquent le caractere national, nous rendroit encore, avec la proſpérité, les droits à l'amour des nations. Puiſſe mon avis vous plaire, puiſſe-t-il au moins ſe répandre, & être connu de toute ma nation, pour lui prouver que j'ai ſenti le crime de leze-nation, dont je me ſuis rendu coupable, & que j'ai voulu le réparer.

F I N.